



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU GARD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE FOURNÈS

RAPPEL

Projet :
Création d'un centre de tri de colis sur un terrain d'une surface de 13,7 ha dont le bâtiment principal présente une surface d'environ 38 800 m² et réalisation des aménagements hydrauliques dans le respect des obligations réglementaires.

Une enquête publique unique d'une durée de 31 jours consécutifs est ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 10 mai 2019 sur le territoire de la commune de Fournès du **lundi 3 juin 2019 09h00** (ouverture) au **mercredi 3 juillet 2019 17h00** inclus (clôture).

Cette enquête porte sur :

- la demande d'autorisation environnementale requise au titre des articles L181-10 et R181-35 à 38 du code de l'environnement et portant sur l'autorisation loi sur l'eau, la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et l'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000, ainsi que la demande de permis de construire présentées par la société ARGAN pour le projet de création d'un centre de tri de colis,
- la déclaration de projet prévue par les articles L300-6 et L153-54 du code de l'urbanisme portant sur l'intérêt général de l'opération et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Fournès présentée par la commune de Fournès,
- la demande de modification du schéma de cohérence territoriale de l'Uzège-Pont du Gard prévue par les articles L143-34 et R153-8 du code de l'urbanisme présentée par le syndicat mixte du PETR Uzège-Pont du Gard.

Au terme de l'enquête publique unique, pourront être adoptés :

- Par le préfet du Gard : Une décision d'autorisation environnementale ou de refus au titre du code de l'environnement
- Par la commune de Fournès : Un permis de construire au titre du code de l'urbanisme et une délibération validant la déclaration de projet relative à l'intérêt général de l'opération et valant mise en compatibilité du document d'urbanisme
- Par le syndicat mixte du PETR Uzège-Pont du Gard : Une délibération validant la demande de modification du schéma de cohérence territoriale de l'Uzège-Pont du Gard au titre du code de l'urbanisme.

La commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de Nîmes est composée de monsieur Pierre FERIAUD, président et de messieurs Henri LEGRAND et Étienne TARDIOU, membres titulaires.

La fourniture de renseignements et de dossiers (aux frais des demandeurs) peut être demandée à :
Fabrice VALADE - IMMASSET - assistant à maîtrise d'ouvrage d'ARGAN (tél. : 06 60 14 27 38, mail : contact@immasset.com, adresse postale : 2 place Gailleton, 69002 Lyon).

Le dossier complet d'enquête publique unique, comportant les pièces :

- au titre de la demande d'autorisation environnementale notamment l'étude d'impact et son résumé non technique, l'avis du conseil national de la protection de la nature (CNP), l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sur le dossier de demande d'autorisation environnementale l'avis de la commission locale de l'eau des Gardons, la notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive, et intégrant les compléments demandés pendant la phase examen ainsi que les réponses aux avis du CNPN et de la MRAE.
- au titre de la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Fournès notamment le dossier de présentation du projet démontrant le caractère d'intérêt général, le rapport de présentation concernant la mise en compatibilité du PLU, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sur la mise en compatibilité

par déclaration de projet du plan local d'urbanisme de Fournès, l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, le compte rendu de la réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées, l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité et intégrant les réponses à l'avis de la MRAE.

- au titre du projet de modification du schéma de cohérence territoriale de l'Uzège-Pont du Gard notamment le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie sur la modification du schéma de cohérence territoriale de l'Uzège-Pont du Gard, l'avis de l'institut national de l'origine et de la qualité et intégrant les réponses à l'avis de la MRAE.
- au titre du permis de construire notamment le formulaire de demande de permis de construire, l'étude d'impact et son résumé non technique, l'avis du conseil départemental du Gard, l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) sur le permis de construire et intégrant les compléments demandés pendant la phase examen ainsi que les réponses à l'avis de la MRAE.

Ainsi que les registres d'enquête sont déposés en mairie de Fournès afin d'être tenus à la disposition du public pendant la durée de l'enquête.

Toutes les personnes intéressées peuvent prendre connaissance du dossier :

- En mairie de Fournès, place de la Mairie 30210 Fournès, tél. : 04 66 37 10 43, heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 15h30 à 17h30
- Au siège du Syndicat Mixte du PETR Uzège-Pont du Gard, 2 rue Joseph Lacroix 30700 Uzès, tél. : 04 66 22 05 07, heures d'ouverture : du lundi au jeudi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30
- sur le site des services de l'État dans le Gard : <http://www.gard.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Procedures-loi-sur-l-eau/Fournes-CENTRE-DE-TRI-DE-COLIS-ARGAN>

Un accès informatique est mis à la disposition du public, gratuitement pendant les heures d'ouverture de la mairie de Fournès et du Syndicat Mixte du PETR Uzège-Pont du Gard, au moyen d'un poste informatique sur lequel le public peut consulter le dossier d'enquête.

Durant toute la durée de l'enquête, le public peut présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet sur le lieu des permanences ainsi que par écrit à la commission d'enquête en mairie de Fournès, désignée siège de l'enquête et sur l'adresse : centre-de-tri-de-colis-argan-fournes@registreemat.fr. Les observations et propositions électroniques sont accessibles au public sur le site internet : <https://www.registredemat.fr/Centre-de-tri-de-colis-ARGAN-Fournes> pendant toute la durée de l'enquête.

La commission d'enquête reçoit en personne, les observations du public aux permanences fixées aux dates, heures et lieux suivants :

Date des permanences	Heures des permanences	Lieu des permanences
Lundi 3 juin 2019	De 09h00 à 12h00	Mairie de Fournès
Jeudi 13 juin 2019	De 14h00 à 17h00	Mairie de Fournès
Vendredi 21 juin 2019	De 09h00 à 12h00	Mairie de Fournès
Mercredi 3 juillet 2019	De 14h00 à 17h00	Mairie de Fournès

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête sont mis à la disposition du public en mairie de Fournès, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard, 89, rue Weber à Nîmes ainsi que sur le site internet : www.gard.gouv.fr pendant une durée de un an après la clôture de l'enquête.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Acte constitutif : acte sous seing privé, en date du 18 mai 2019,

Dénomination sociale : MOUMNI SLIMANE
Forme sociale : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
Siège social : 2 rue Serpentine 30700 UZÈS
Objet social : Traitement de façades, rénovation, isolation externe, maçonnerie...
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au R.C.S.
Capital social : 4 000 euros
Gérance : Monsieur MOUMNI Slimane, demeurant 2 rue Serpentine 30700 UZÈS
Immatriculation de la Société : au R.C.S. de NÎMES.

Pour avis, la Gérance

SERVICE ANNONCES LEGALES

Asmâa Raki Marie-Laure Boyer

La Gazette de Montpellier **La Gazette de Nîmes**
www.lagazettedemontpellier.fr www.lagazettedenimes.fr
www.lagazette-legales.fr www.lagazette-legales.fr
annonceslegales@gazettedemontpellier.fr gazettedenimes.fr
Tél. : 04 67 06 77 78 Tél. : 04 66 58 77 77




Notaires

NOUCUIER
MORIN
FLAISSIER
DUJARDIN LE MERRER
NOTAIRES

OFFICE NOTARIAL
9 rue de Sauve à NÎMES
Tél : 04 66 68 78 00

Acte reçu par M^e Stéphanie DUJARDIN-LE MERRER, notaire à NÎMES, le 29 mai 2019, contenant le changement de régime matrimonial portant adoption de la séparation de biens par M. Simon DUHAMEL, né à LORIENT, le 21 janvier 1985, et Mme Aurélie GENESSEY, son épouse, née à LYON, le 24 mars 1985, mariés à la mairie de SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON, le 20 août 2011 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Les oppositions des créanciers à cet changement, sont reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU GARD

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Revitalisation du cours d'eau "le Buffalon" sur les communes de Rodilhan, Nîmes et Bouillargues

Description de l'opération soumise à enquête :
L'opération porte sur les travaux de revitalisation du cours d'eau "le Buffalon", visant à redonner à celui-ci ses fonctionnalités écologiques initiales, valoriser le cadre de vie autour du cours d'eau et diminuer la vulnérabilité aux inondations des bâtis et enjeux présents sur la zone d'étude.

Autorités responsables du projet :
Le projet est conduit sous maîtrise d'ouvrage de l'Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB) du Vistre - 7 av. de la Dame - Zone Euro 2000 30132 Caissargues.

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à : Mme Jana LELUT - jana.lelut@eptb-vistre.fr - Tél. : 04 66 84 55 11

Objet de l'enquête :
L'enquête publique unique comprend cinq objets :
- la déclaration d'utilité publique du projet de revitalisation du Buffalon,
- la cessibilité de tout ou partie des propriétés nécessaires à la réalisation du projet,
- l'autorisation environnementale,
- la déclaration d'intérêt général,
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de Rodilhan.

Durée de l'enquête : du lundi 24 juin 2019 au jeudi 25 juillet 2019 inclus soit pendant 32 jours consécutifs.

Lieux et siège de l'enquête :
- L'enquête est ouverte dans les communes de Rodilhan, Nîmes et Bouillargues.
- La mairie de Rodilhan est désignée **siège de l'enquête.**

Désignation du commissaire enquêteur :
Monsieur Jean-Paul CHAUDAT, directeur délégué de l'énergie nucléaire du CEA, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur par le tribunal administratif de Nîmes.

Lieux, jours et heures où le public pourra consulter les dossiers d'enquête :
Le dossier d'enquête unique sera déposé sur support papier dans les communes de Rodilhan, Nîmes et Bouillargues ainsi qu'à la préfecture du Gard, et sur support informatique pendant toute la durée de l'enquête dans la commune de Rodilhan, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Une version dématérialisée du dossier d'enquête sera, par ailleurs, mise à la disposition du public sur le site : <https://www.registre-dematerialise.fr/1339>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du bureau de l'environnement et des enquêtes publiques à la préfecture du Gard, dès la publication de cet avis.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations :
Le public pourra :
- consigner ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture au public des communes de Rodilhan, Nîmes et Bouillargues,
- adresser ses observations par courrier, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : Mairie de Rodilhan, place de la Mairie 30230 Rodilhan,
- adresser ses observations par courrier électronique au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : enquete-publique-1339@registre-dematerialise.fr

Toutes ces observations seront annexées au registre d'enquête. Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Rencontrer le commissaire enquêteur :
Le commissaire enquêteur recevra personnellement les personnes intéressées et siégera en mairie de
- Rodilhan
• le lundi 24 juin 2019 de 9h à 12h
• le jeudi 25 juillet 2019, de 15h à 18h
- Nîmes
• le jeudi 27 juin 2019, de 9h à 12h
• le jeudi 18 juillet 2019 de 14h à 17h
- Bouillargues
• le lundi 24 juin 2019, de 14h30 à 17h30
• le jeudi 25 juillet 2019, de 9h à 12h

Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur :
Le rapport, les conclusions motivées du commissaire enquêteur et le mémoire en réponse du responsable du projet, seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête en mairies de Rodilhan, Nîmes et Bouillargues, à la préfecture du Gard (Direction de la citoyenneté et de la légalité - bureau de l'environnement et des enquêtes publiques), sur le site internet des services de l'État (www.gard.gouv.fr) et sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/1339>

Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête :
À l'issue de l'enquête, le préfet du Gard se prononcera, par arrêtés, sur :
- l'utilité publique du projet,
- l'autorisation environnementale,
- la cessibilité de tout ou partie des parcelles nécessaires à la réalisation du projet,
- la déclaration d'intérêt général,
- la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Rodilhan.

Le préfet,

S'abonner ? C'est si simple sur

laGazettedenimes.fr